



**Portes Ouvertes**

Au service des **chrétiens** persécutés

# DU MENSONGE À LA DESTRUCTION

Désinformation et discours incitant à la violence et à la discrimination à l'égard des minorités religieuses en Inde



Cette recherche a été commissionnée par l'ONG  
Portes Ouvertes International et conduite par des chercheurs  
de la London School of Economics and Political Science

---

# Table des matières

<b>Méthodologie</b>	<b>3</b>
<b>Synthèse des résultats</b>	<b>4</b>
La vie quotidienne	4
Le contexte nouveau de la Covid-19	4
Un État hostile	4
Le rôle des médias de masse et des réseaux sociaux	4
<b>Étude de cas</b>	<b>5</b>
<b>Exemples d'exclusion des communautés chrétiennes et musulmanes</b>	<b>6</b>
<b>Exemples d'intimidation, de harcèlement, de violence et de détournement de la justice touchant les individus et les communautés de religion chrétienne et musulmane</b>	<b>7</b>
Facteurs aggravant le traumatisme et la discrimination	7
<b>De multiples atteintes à la vie, au bien-être et aux moyens de subsistance</b>	<b>8</b>
<b>Quelles ressources et quel soutien apportés aux victimes de discrimination et de violence en raison de leur foi ?</b>	<b>8</b>
<b>Faire face et restaurer</b>	<b>8</b>
<b>Recommandations à l'attention de la communauté internationale et des organisations financières internationales</b>	<b>9</b>
<b>Recommandations à l'attention des plateformes de réseaux sociaux et des médias</b>	<b>10</b>

## Méthodologie

Ce rapport de recherche est le fruit d'un travail d'enquête, conduit en février et mars 2021 par une équipe de chercheurs formés à la collecte de données ethnographiques, aux entretiens avec les victimes de traumatismes et à l'analyse visuelle. Ce travail a été réalisé dans le respect des restrictions sanitaires liées à la Covid et dans le cadre éthique de la British Sociological Association. Les données ont été recueillies et collectées selon les procédures suivantes : observations dans des localités où des cas de violence contre les chrétiens ou les musulmans ont été rapportés ; entretiens approfondis avec des citoyens indiens ordinaires qui ont été victimes de discrimination ou de violence en Inde en raison de leur foi ; entretiens avec des défenseurs locaux des Droits de l'Homme et des experts sur les communautés chrétiennes et musulmanes fournissant des preuves visuelles. Toutes les références chiffrées du rapport à propos des chrétiens et des musulmans dans certaines régions ont été recoupées avec une analyse statistique des données du Recensement de l'Inde de 2011, ainsi qu'avec des sources secondaires comme les médias ou les rapports sur les Droits de l'Homme. Les noms ont été changés afin de garantir la sécurité des témoins. Ce travail de terrain fait état de nombreux cas d'exclusion, de harcèlement, de discrimination et de violence contre les chrétiens et les musulmans en Inde, avec une attention particulière portée aux États de Jharkhand, Karnataka, Madhya Pradesh et Odisha. Si cette étude se concentre principalement sur les cas de harcèlement et de violence contre les chrétiens (six des huit cas d'études du rapport), il se penche aussi sur le harcèlement, la discrimination et la violence dont sont victimes les musulmans (dans les deux autres cas d'étude).

*Toutes les photos sont illustratives.*

### Hindutva :

Cette idéologie nationaliste affirme que la nation indienne ne peut devenir une force harmonieuse et dynamique que si les principes d'une religion unique, d'une culture unique et d'une nation unique sont respectés. Alliant les termes « Hindu » et « Tattva », l'Hindutva signifie littéralement « principes hindous » et peut se traduire par « l'Inde aux hindous ». Les partisans de cette idéologie veulent faire de l'Inde une nation hindoue incluant le bouddhisme, le jaïnisme et le sikhisme (l'Inde représentant pour leurs adeptes à la fois leur patrie et leur terre sainte) mais excluant le christianisme et l'islam (qui constitueraient une menace pour l'unité de l'Inde en tant que religions « étrangères »). Selon l'Hindutva, les non-hindous ne sont pas considérés comme membres à part entière de la société indienne, et leurs droits, leur valeur et leur dignité se trouvent dès lors remis en cause.



# Synthèse des résultats

**La vie quotidienne de nombreuses communautés chrétiennes et musulmanes, tant dans les zones rurales que dans les villes de l'Inde, est devenue une lutte intense pour gagner sa vie et pratiquer sa foi. Ces personnes risquent leur vie si elles se font repérer par les organisations Hindutva d'extrême-droite qui dominent désormais la sphère publique et politique en Inde.**

## La vie quotidienne

« Se trouver au mauvais endroit au mauvais moment » ne tient plus lieu d'explication au harcèlement, aux arrestations, passages à tabac, viols, meurtres de chrétiens et de musulmans en Inde. Désormais les milices ou les bandes organisées de militants *Hindutva* font irruption dans les maisons et les lieux de cultes de ces minorités religieuses. Bénéficiant de connections avec des personnalités politiques nationales ou locales ou cherchant à attirer leur attention, ces groupes cherchent délibérément à s'attaquer aux chrétiens et aux musulmans puis à leur attribuer la responsabilité des violences.

Dans ce contexte, notre recherche a mis en lumière le sentiment latent de traumatisme profond, de peur et d'anxiété qui imprègne les communautés chrétiennes que nous avons rencontrées dans les zones rurales. Ce climat se retrouve aussi dans les communautés chrétiennes et musulmanes des villes de taille moyenne et des banlieues de grandes métropoles. Ces craintes et ces angoisses s'expliquent par des expériences avérées d'exclusion, de discrimination, de harcèlement, d'intimidation, de violence et d'injustice. Il ne serait pas exagéré d'affirmer que les circonstances dans lesquelles vivent les personnes rencontrées dans le cadre de notre travail de recherche s'apparentent à une situation de menace existentielle imminente.

Notre analyse nous amène à la conclusion que ces situations sont directement liées à la foi des individus. En effet, les cas de violences et de discriminations ont visé ceux qui portaient un signe religieux, discret mais visible ; ceux qui avaient une bible sur eux ; ceux qui s'apprêtaient à se réunir pour prier ou pour célébrer un événement religieux ou non (Noël, Aïd, Nouvel An) ou encore ceux dont l'appartenance à une certaine église ou mosquée était notoire. Au facteur religieux se mêlent d'autres considérations : le statut de caste répertoriée ou de tribu répertoriée, le genre et l'orientation politique.

## Le contexte nouveau de la Covid-19

Nous avons recueilli des preuves d'une augmentation et d'une multiplication de la désinformation à l'encontre des communautés chrétiennes et musulmanes, bien que nombre de leurs fidèles se soient engagés de tout cœur dans l'aide humanitaire, au sein de leurs propres organisations confessionnelles ou aux côtés des hindous et des sikhs. Des images et des textes dénigrant les chrétiens et les musulmans sont apparus de manière répétée sur les médias *mainstream*

et les réseaux sociaux. Étaient ainsi présentés le refus de recevoir une transfusion de sang venant d'un individu de ces communautés, le refus d'être soigné par un médecin musulman, l'association de leurs habitudes religieuses à la diffusion du virus, et l'accusation qu'ils infectaient délibérément les hindous... Trop rarement, ces fausses accusations ont été retirées des plateformes qui les hébergeaient. Dans le même temps, les lynchages et attaques menés par des foules de militants, le harcèlement administratif, la censure, les tentatives pour chasser les musulmans et les chrétiens de leurs terres n'ont pas diminué. Au contraire, ils ont pris des formes nouvelles et alarmantes.

## Un État hostile

Le Ministre en chef de l'Uttar Pradesh, M. Ajay Bisht (aussi connu sous le nom de Yogi Adityanath) a consolidé son pouvoir en s'appuyant sur la promotion d'une ligne radicale de l'idéologie hindoue majoritaire et sur une discrimination fréquente des musulmans. Le poids du Premier ministre Narendra Modi à l'échelle nationale et le succès de M. Bisht dans l'Uttar Pradesh ont encouragé les Ministres en chef des autres États où le BJP (Bharatiya Janata Party) est au pouvoir à promouvoir une politique similaire. Ce positionnement politique se retrouve dans les discours mais aussi dans l'adoption de lois régressives (visant les chrétiens, accusés de « conversions forcées », et les musulmans, soupçonnés de conduire un « Love Jihad » - conversions par le mariage). Sur le terrain, de nombreux représentants de l'État (agents administratifs de district, juges de tribunaux inférieurs, officiers de police, autorités bureaucratiques locales) se servent des zones grises juridiques ou abusent des dispositions procédurales pour harceler les groupes religieux minoritaires.

## Le rôle des médias de masse et des réseaux sociaux

L'importance du narratif médiatique est bien comprise et régulièrement évoquée par les perpétrateurs comme par les victimes de violences. Un des premiers réflexes des groupes de miliciens est de confisquer les téléphones de leurs victimes afin qu'elles ne puissent pas filmer l'agression. Les perpétrateurs ne manquent pas, quant à eux, d'enregistrer une vidéo de leur attaque pour la poster sur différents réseaux sociaux. Ces publications visent à se faire remarquer par les autres groupes *Hindutva* et par les autorités politiques en se présentant comme de courageux nationalistes hindous prêts à tout pour sauvegarder l'hindouisme. Elles servent également de message à l'adresse de la police car ces groupes ne considèrent pas leur violence comme illégitime ou illégale, et vont jusqu'à présenter leur action comme une justice « hors de la loi ». Finalement, ces publications sont aussi un avertissement pour les autres groupes religieux minoritaires, les dissuadant fortement de continuer à pratiquer leur foi. Quant aux grands médias de masse, ils excluent systématiquement le récit des victimes de leurs reportages sur ces faits de violence ou de discrimination. Il ne s'agit généralement pas d'une décision des journalistes de terrain. C'est plutôt le reflet d'un réflexe ou d'une volonté de leur hiérarchie, soit parce qu'elle est loyale aux puissants partis et organisations *Hindutva*, soit parce qu'elle n'ose pas prendre le risque d'aller contre ces derniers. Il en résulte que les journaux et les émissions de télévision au niveau local reprennent bien souvent la version des faits établie par les miliciens et militants de l'*Hindutva*. Et quand il n'est pas possible d'utiliser les faits contre les minorités religieuses, alors les médias se contentent de ne pas couvrir les violences.

# Étude de cas<sup>1</sup>

*Nos huit études de cas rapportent de nombreuses expériences de souffrances. Elles peuvent choquer les personnes fortement sensibles aux récits de discrimination, d'agressions, de meurtres, de lynchages, de harcèlement et de mortalité.*

## Étude de cas n°1

Cette étude détaille l'épreuve et la quête de justice du pasteur « Vipin », dans le district de Ramanagara, dans l'État de Karnataka. Ce pasteur a été attaqué, ainsi que sa famille et sa congrégation, pendant une réunion de prière par une bande de 25 à 30 militants Hindutva. Ces derniers sont arrivés en chantant « Jai Shri Ram » (Gloire au Dieu Ram) et ont enfermé la famille du pasteur et les fidèles dans le bâtiment. Ils ont ensuite agressé le pasteur, sa fille de 13 ans et certains paroissiens qui appartenaient à une caste répertoriée. Depuis l'attaque, la famille du pasteur continue à se faire harceler.

## Étude de cas n°2

Cette étude se penche sur l'histoire tragique d'une femme chrétienne adivasi<sup>2</sup>, « Sunita », dans un village de l'État de Madhya Pradesh. Elle était enceinte de huit mois quand un groupe d'une trentaine de garçons et d'hommes extrémistes hindous ont fait irruption dans sa maison où elle préparait la fête du Nouvel An avec sa famille. Ils ont agressé sa famille et ont frappé le ventre de Sunita si violemment qu'elle a donné naissance à un enfant mort-né.

## Étude de cas n°3

Cette étude raconte le traumatisme, le deuil et le harcèlement d'une veuve chrétienne adivasi, « Meera », dans le district de Garhwa dans l'État du Jharkhand. Son mari « Ravi », chrétien Oraon, s'est retrouvé pris au piège par une foule de militants hindouistes qui l'ont accusé d'avoir acheté un bœuf. Il a été humilié et battu, puis abandonné par la police qui ne lui a pas fourni l'assistance médicale nécessaire. Il est décédé au poste de police.

## Étude de cas n°4

« Shilpa », une jeune chrétienne de caste répertoriée, a été confrontée au harcèlement dans une petite ville dans le district de Malkangiri dans l'État de l'Odisha. Son père et ses frères étaient membres du RSS et sensibles à l'idéologie Hindutva. Ils se sont joints à un rassemblement mené par un leader local du RSS qui a attaqué Shilpa. Son foulard arraché, elle a été traînée avec son pasteur et la femme de celui-ci au poste de police. Ils ont tous trois été accusés de « conversion forcée ».

## Étude de cas n°5

« Gagan », chrétien adivasi, a été harcelé et attaqué par des hindous de trois villages différents dans le district de Malkangiri dans l'État de l'Odisha. Cela représentait une foule de plus de 200 individus, qui se sont rendus chez lui pour l'attaquer ainsi que sa famille alors qu'ils priaient. Sa mère et sa petite sœur de 10 ans ont été sauvagement battues.

## Étude de cas n°6

Cet événement a eu un retentissement considérable, bien qu'il ait été présenté de manière déformée et fallacieuse dans les médias de masse en Inde. Il s'agit du lynchage et du meurtre par des miliciens Hindutva d'un adolescent chrétien, « Sukumar », dans le Sud de l'État de l'Odisha. Ses cousins, ainsi que d'autres familles chrétiennes, ont ensuite subi intimidations, tortures et agressions, dans le cadre d'une campagne intense du RSS pour les convertir à l'hindouisme.

## Étude de cas n°7

Cette étude rend compte de la violence qui a éclaté dans un village agricole dans l'État de Madhya Pradesh, attestée par de nombreux témoins et informateurs clefs. En décembre 2020, une organisation de jeunesse d'extrême-droite Hindutva affiliée au BJP a lancé une procession et un rassemblement dans le but de collecter de l'argent pour la construction du temple du dieu Ram. Dans ce contexte, des insultes ont été proférées contre les musulmans locaux, qui ont répliqué verbalement. Des manifestants ont alors brandi une épée et utilisé une voiture de police pour attaquer une mosquée locale. Près de 6000 hindous ont ensuite brûlé en toute impunité des véhicules ainsi qu'une maison appartenant à des musulmans. De nombreuses familles musulmanes victimes de ces exactions ont été arrêtées sur la base de fausses accusations, ont été la cible de campagnes de désinformation médiatiques, ou ont été harcelées voire chassées de leurs habitations.

## Étude de cas n°8

Dans une petite ville de l'État de Madhya Pradesh, de nombreux récits d'informateurs et de témoins de discrimination, de harcèlement et de violence contre les musulmans ont été rassemblés. Ils rendent compte d'une manifestation agressive organisée par des jeunes hommes appartenant à la Bharatiya Janata Yuva Morcha (la branche pour la jeunesse du BJP), de musulmans pris pour cibles dans de multiples campagnes de désinformation sur les réseaux sociaux par l'extrême-droite hindouiste, et d'arrestations de musulmans locaux sur la base de fausses accusations. À cela s'ajoute l'extorsion de terrains et de maisons appartenant à des musulmans, au bénéfice d'activistes hindous agissant avec la complicité de la police, des cours de justice et des autorités cadastrales.

<sup>1</sup> Pour la protection des personnes mentionnées dans les études de cas, les noms ont été changés et les informations permettant de les identifier ont été omises.

<sup>2</sup> Les peuples indigènes ou adivasis représentent près de 9 % de la population indienne, soit plus de 100 millions de personnes. Le terme adivasi ne désigne pas seulement une identité ethnique, mais aussi une subjectivité politique spécifique, les présentant comme les premiers propriétaires légitimes des terres et des ressources naturelles qu'ils habitent, comme ayant un mode de vie distinct, etc. Récemment, un mouvement politique s'est exprimé pour revendiquer la reconnaissance d'une religion adivasi (ou d'un label de plusieurs religions adivasi, incluant notamment la foi Sarna).

## Exemples d'exclusion des communautés chrétiennes et musulmanes

Les exemples documentés, qui sont relatés dans nos études de cas, impliquent notamment :

- a)** Le refus des voisins – et parfois de la famille – quand ils sont liés à des groupes ou organisations hindouistes comme le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) et l'Akhil Bharatiya Vidhyarthi Parishad<sup>3</sup> (ABVP), de défendre ou d'interagir avec les familles chrétiennes ou musulmanes quand elles requièrent leur soutien, notamment lors d'un différend foncier.
- b)** Le refus de transmettre aux représentants de l'ordre des informations cruciales sur les attaques contre les chrétiens et les musulmans.
- c)** Le rejet des demandes d'accès à l'espace public pour organiser un événement chrétien et/ou musulman, suivi du rejet des recours juridiques pour les familles plaignantes.
- d)** Le refus de donner à certains chrétiens l'accès aux services du gouvernement, pourtant garantis par la loi, ou la menace de suspendre leur éligibilité d'accès s'ils font reconnaître officiellement leur conversion au christianisme.
- e)** Le refus de la police et des représentants de la loi au niveau local de reconnaître les crimes commis contre les chrétiens et les musulmans par leurs agresseurs hindous.
- f)** L'utilisation abusive des lois anticonversion au détriment de ceux qui pratiquent leur foi en toute légitimité, ou contre ceux qui participent à des réunions de prière chrétiennes alors qu'ils sont officiellement d'une autre religion.
- g)** Le refus des responsables du Panchayat<sup>4</sup> ou des anciens du village de s'engager dans des sujets touchant au bien-être des villageois chrétiens ou musulmans.
- h)** Une incitation au retour à l'hindouisme (Ghar Wapsi) pour les chrétiens et les musulmans qui sont dalits/adivasis, s'ils désirent la sécurité de l'emploi ou l'intégration à la vie sociale de leur communauté plutôt que la marginalisation.

<sup>3</sup> L'organisation RSS a été fondée en 1925 et compte actuellement plus d'un million de membres. Sa mission est de travailler à l'avènement d'une nation exclusivement hindoue. L'actuel parti politique au pouvoir, le BJP, a émergé du RSS en 1985. De nombreuses autres organisations sont également issues du RSS pour remplir des fonctions plus spécialisées. Par exemple, l'ABVP est une organisation étudiante visant à promouvoir l'idéologie Hindutva dans les universités du pays. L'ensemble de ces organisations est communément appelé le Sangh Parivar, ou la famille Sangh. L'idéologie de la suprématie hindoue est fondée sur la domination des castes « supérieures » sur les autres castes « inférieures » internes à l'hindouisme, et sur la domination sur les minorités religieuses qui sont externes à l'hindouisme.

<sup>4</sup> Le mot Panchayat se traduit littéralement par « le conseil des cinq ». En termes pratiques, il désigne une forme d'autonomie au niveau du village en Inde. Les membres du Panchayat sont élus une fois tous les cinq ans par les résidents des villages qui relèvent de cette juridiction. Une fois élus, les membres élisent ensuite le président du Panchayat, tandis que les gouvernements des États nomment des fonctionnaires chargés d'administrer le Panchayat en soutenant le président.



# Exemples d'intimidation, de harcèlement, de violence et de détournement de la justice touchant les individus et les communautés de religion chrétienne et musulmane

Les exemples documentés, qui sont relatés dans nos études de cas, impliquent notamment les faits suivants :

- a)** Collusion entre les représentants de la loi et les bandes organisant des lynchages, issues de la communauté hindoue et appartenant ou soutenant des groupes ou des partis politiques Hindutva.
- b)** Utilisation de moyens légaux pour menacer ou arrêter les victimes chrétiennes et musulmanes ayant survécu aux attaques perpétrées par des bandes hindoues.
- c)** Demandes que les preuves des attaques soient fournies par les victimes quand bien même les assaillants auraient filmé l'ensemble de leurs actions et l'auraient posté sur les réseaux sociaux.
- d)** Refus délibéré d'accepter les preuves irréfutables de violences et d'agressions contre les chrétiens et les musulmans, ou perte délibérée voire destruction de ces preuves.
- e)** Discours et images incitant à la violence contre les chrétiens et les musulmans diffusés ou exprimés par les bandes avant, pendant et après leurs attaques contre les chrétiens et les musulmans.
- f)** Discours incitant à la violence contre les chrétiens et les musulmans exprimés par la police et les représentants de la justice pendant et après les attaques.
- g)** Commentaires dérogatoires et déshumanisants sur les emplois, le niveau culturel et intellectuel, les traits de caractère et les habitudes alimentaires des musulmans et des chrétiens (en particulier les groupes dalit et adivasi) proférés par la police, les représentants de la loi et les personnalités politiques.
- h)** Refus de la police et des représentants de l'ordre d'arrêter les bandes organisées ou de les empêcher de s'en prendre physiquement aux chrétiens et aux musulmans ou de violer leurs propriétés privées.
- i)** Attaques physiques de bandes violentes d'extrémistes hindous contre les personnes mais aussi contre les propriétés ou les véhicules d'individus ou de communautés de religion chrétienne ou musulmane.
- j)** Incendies criminels des lieux de cultes ou des possessions (livres religieux) des chrétiens et des musulmans.
- k)** Intimidations allant jusqu'aux menaces de mort proférées à l'encontre des chrétiens et des musulmans victimes de la violence Hindutva, pour les empêcher de recourir aux tribunaux.
- l)** Attaques répétées contre ceux qui s'engagent activement contre la violence (activistes des Droits de l'Homme ou organisations d'autonomisation des minorités religieuses).

**m)** Arrestations injustifiées ou ouverture d'une instruction judiciaire contre les chrétiens et les musulmans qui rapportent la violence et le harcèlement qu'ils ont subis.

**n)** Fausses accusations, discours et images incitant à la violence contre les chrétiens et les musulmans diffusés sur les réseaux sociaux.

**o)** Fausses accusations contre les victimes chrétiennes et musulmanes publiées dans les journaux locaux ou régionaux.

**p)** Désinformation remettant en cause les pratiques, la culture et la loyauté à la nation indienne des chrétiens et des musulmans, diffusée à grande échelle sur les réseaux sociaux par les groupes Hindutva et leurs soutiens.

**q)** Désinformation remettant en cause les pratiques, la culture et la loyauté à la nation indienne des chrétiens et des musulmans, véhiculée dans les discours des personnalités politiques hindoues à tous les niveaux de la vie politique (local, national, gouvernemental).

**r)** Discours alarmistes, stéréotypes et préjugés, déshumanisation, discrimination et incitation à la violence, à la propagande et à la désinformation à l'encontre des communautés chrétiennes et musulmanes concernant des aspects de la vie civique (liés à la Covid, à la propreté, au taux de natalité) exprimés ou relayés par les personnalités politiques au niveau national.

**s)** Intimidation des amis/voisins/représentants légaux de religion hindoue qui prennent position ou rendent témoignage en faveur des victimes musulmanes et chrétiennes.

**t)** Intimidation par le biais de publicités et d'affichages politiques lors des élections.

**u)** Harcèlement sexuel ciblé et délibéré des jeunes filles et des femmes membres des communautés musulmanes ou chrétiennes, dans le but de les humilier et de les « souiller ».

**v)** Collusion des autorités municipales dans des affaires de démolition des habitations appartenant aux musulmans et/ou aux chrétiens.

**w)** Collusion des propriétaires pour évincer les locataires chrétiens ou musulmans qui ont été accusés de crimes (qu'ils n'ont pas commis).

## Facteurs aggravant le traumatisme et la discrimination

Nous notons que les exemples d'exclusion, de discrimination, de harcèlement et de violence que nous avons documentés démontrent une forte collusion entre des acteurs Hindutva étatiques et non étatiques. Ensemble ils mobilisent, orchestrent, légitiment ou passent sous silence les cas de harcèlement, d'intimidation, de violence et de discrimination contre les chrétiens et musulmans indiens. Il est frappant de constater que dans les zones rurales, les chrétiens et les musulmans victimes appartiennent souvent aux communautés dalit ou adivasi, et disposent donc de peu de ressources économiques, sociales et politiques. Le taux d'alphabétisation au sein de ces populations est faible, en particulier chez les femmes. La possession d'un smartphone y est souvent réservée à l'homme ou au chef de famille (ou aux parents plus âgés). Autre facteur aggravant : les procédures judiciaires à engager si les agresseurs déposent une plainte contre les victimes sont très coûteuses.

# De multiples atteintes à la vie, au bien-être et aux moyens de subsistance

Les souffrances infligées aux chrétiens et aux musulmans en Inde, qui sont relatées dans nos études de cas, impliquent notamment :

- a)** La perte de la vie, le deuil ou des blessures corporelles dus à la pratique de leur foi ou à des accusations liées à leur identité religieuse.
- b)** La panique, l'anxiété, la dépression, voire des pensées suicidaires quant aux conséquences qu'impliquerait la persévérance à professer publiquement leur identité religieuse.
- c)** La perte d'emploi ou la perte financière liée à la perte d'une propriété et/ou à l'absence d'opportunité d'emploi en raison de la pratique de leur foi ou de leur identité religieuse.
- d)** La séparation d'avec les membres de leur famille en raison d'intimidations ou de peurs liées à leur foi.
- e)** L'enfance vécue dans la peur en raison de l'identité ou des pratiques religieuses des parents.

**f)** La peur de pratiquer leur religion publiquement ou de subir des violences en cas de port de symbole religieux (barbe, couvre-chef, voile, crucifix, foulard).

- g)** Une perte de l'estime de soi et un sentiment de solitude expérimentés en raison de multiples formes de désinformation répétée à l'égard de leur communauté religieuse.
- h)** La privation de droits politiques et la peur d'aller voter.
- i)** Une humiliation et une déshumanisation devant leurs concitoyens, les habitants de leur village, leur entourage, leurs amis, leurs collègues, etc., pouvant prendre la forme d'attouchements non consentis, de heurts, de coups, d'abus verbaux ou de marginalisation.
- j)** Le sentiment de mettre d'autres personnes en danger en raison de leur foi et donc une autocensure exprimée par le besoin de se débarrasser des signes extérieurs de leur foi.

---

## Quelles ressources et quel soutien apportés aux victimes de discrimination et de violence en raison de leur foi ?

Notre équipe de recherche a souvent été émue aux larmes par les terribles souffrances et la tragédie que les personnes interviewées ont vécues et vivent encore. Nous avons aussi été touchés par leur incroyable force de caractère pour faire face à des problèmes apparemment insurmontables. Cependant, nous avons aussi été désagréablement surpris de constater le manque de prise en charge, de solidarité et de soutien de la part des grandes églises n'appartenant pas à la même dénomination que les victimes. Il est aussi notable de relever le refus des médias reconnus en Inde de fournir un point de vue impartial et équilibré sur ces affaires. Les communautés et les individus de religion chrétienne ou musulmane sont bien souvent issus d'un milieu économiquement très défavorisé. Nous constatons néanmoins que leur pratique religieuse est souvent un moteur de survie et d'espoir malgré la souffrance sociale et l'abandon politique auxquels ils sont confrontés. On nous a exprimé bien souvent que la confiance en Dieu (Jésus, Allah, le Créateur) constituait une source de réconfort et de restauration pour les victimes d'attaques de bandes organisées ou de discrimination, mais aussi dans le cadre d'autres défis du quotidien (addiction ou maladie). Dans les communautés de chrétiens en particulier, on retrouve la conviction profonde que leur foi se trouve testée et renforcée à travers l'épreuve de la violence et de la déshumanisation qu'ils subissent.

---

## Faire face et restaurer

Les chrétiens et les musulmans en Inde entreprennent des actions afin de se défendre face à la discrimination et à la violence auxquelles ils sont confrontés, tant de la part de l'échelon supérieur du parti politique au pouvoir que de la part des foules et bandes affiliées ou mobilisées par les organisations Hindutva d'extrême-droite. Ces actions incluent notamment :

- a)** La notification des abus et de la violence auprès de la police.
- b)** La tentative de faire recevoir une plainte ou une action légale contre les perpétrateurs.
- c)** Les démarches entreprises pour porter leur cause auprès des autorités locales, comme les anciens du village, les responsables du Panchayat ou bien les magistrats locaux.
- d)** La prise de contact et la demande de soutien adressées aux organisations de défense des Droits de l'Homme.
- e)** La tentative de faire connaître leur histoire dans les médias mainstream ou alternatifs.
- f)** La persévérance dans la pratique de leur foi, en privé comme en public.
- g)** La mise en place de réseaux propres de solidarité, de soutien et de revenus pour prévenir la violence ou les incendies planifiés par les groupes extrémistes hindous.
- h)** La collecte de données des crimes violents commis contre leurs communautés religieuses.



---

# Recommandations à l'attention de la communauté internationale et des organisations financières internationales

- 1** La communauté internationale est appelée à mettre en place de toute urgence une commission internationale afin d'établir des données factuelles sur la violence et les autres violations des Droits de l'Homme à l'encontre des minorités religieuses en Inde. Cette commission serait chargée d'examiner les cas déjà documentés et de créer un mécanisme de surveillance internationale comprenant une formation de terrain en collecte de données pour les membres du gouvernement et de la société civile qui devraient participer à la documentation des cas d'intolérance, de violence et de discrimination envers les minorités religieuses en Inde.
- 2** Les organisations internationales de la société civile qui travaillent sur la prévention de la violence contre les minorités religieuses, avec le soutien de chercheurs et de militants, sont appelées à mettre en place une commission internationale multiplateforme pour documenter les nouvelles expressions de discrimination, de déshumanisation, de désinformation et d'incitation à la violence contre les chrétiens et les musulmans, publiées en anglais, en hindi et dans toutes les langues vernaculaires de l'Inde afin de mieux sanctionner ceux qui propagent ces messages sur les plateformes de médias sociaux.
- 3** La communauté internationale est appelée à constituer une base de données compilant les actes de violence, la discrimination et les autres violations des Droits de l'Homme à l'encontre des minorités en Inde, et à offrir un soutien par des équipes juridiques internationales à toutes les victimes ou survivants quels que soient leurs moyens financiers.
- 4** Toutes les organisations financières internationales et les investisseurs privés internationaux qui accordent des prêts au gouvernement indien ou entretiennent des relations commerciales avec celui-ci sont appelés à s'informer des violations des Droits de l'Homme en Inde, notamment les pogroms et la violence populaire contre les chrétiens, les musulmans et d'autres minorités religieuses en Inde. Ils devraient subordonner les opportunités d'affaires et d'investissement au respect des Droits de l'Homme de tous les Indiens, y compris le droit inaliénable de conserver, de changer et de pratiquer une religion ou une foi quelconque.
- 5** La communauté internationale est appelée à conditionner au respect des Droits de l'Homme de tous les Indiens, y compris de toutes les minorités religieuses, tout accord d'aide et/ou accord commercial, et à mettre en place des mécanismes de surveillance garantissant le respect de ces conditions.
- 6** La communauté internationale est appelée à censurer de toute urgence les acteurs étatiques et non étatiques d'extrême-droite Hindutva en Inde qui encouragent, participent, légitiment et tirent profit de la violence et de la discrimination contre les chrétiens et les musulmans.
- 7** Tout homme politique indien ou membre des forces de police et de l'appareil judiciaire reconnu coupable d'implication dans des pogroms antichrétiens et/ou antimusulmans, des lynchages, des incitations à la violence et d'autres violations des Droits de l'Homme, doit être traduit en justice par les organismes nationaux et internationaux chargés de l'application des lois, afin d'être jugé et tenu responsable de ses actes.

---

# Recommandations à l'attention des entreprises détenant les réseaux sociaux

- 1** Les entreprises qui détiennent les réseaux sociaux doivent de toute urgence augmenter le nombre de modérateurs qui peuvent s'occuper de problèmes locaux spécifiques de discrimination, de harcèlement et de violence qui circulent sur leurs plateformes et applications. Tout comme Facebook a entrepris une refonte de ses algorithmes et a triplé la taille de son équipe de modération pour identifier et traiter les discours d'incitation à la haine raciale contre les groupes noirs aux États-Unis, nous recommandons que toutes les grandes firmes détenant les réseaux sociaux augmentent considérablement la taille de leur équipe de modération spécifiquement pour lutter contre les discours discriminatoires et d'incitation à la haine contre les minorités religieuses en Inde.
- 2** Toutes les équipes de modérateurs de contenu pour les entreprises de médias sociaux devraient posséder des compétences dans les différentes langues régionales, recevoir une formation sur les normes internationales en matière de Droits de l'Homme et être familiarisées avec les utilisations complexes et diverses de l'hindi, de l'anglais, des langues et dialectes régionaux, ainsi que des images, des GIF et des mèmes diffusant de la désinformation, de la provocation et de l'incitation à la violence et à la discrimination contre les chrétiens, les musulmans et d'autres minorités.
- 3** Les plateformes de réseaux sociaux sont appelées à former leurs équipes de modération de contenu sur l'histoire des relations interreligieuses et les formes de couverture médiatique (médias classiques et réseaux sociaux) au moment d'événements discriminatoires et violents et de pogroms, afin d'être en mesure de protéger le message des utilisateurs qui dénoncent la désinformation et les discours incitant à la violence et à la discrimination contre les minorités religieuses, conformément à l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>6</sup> (PIDCP).
- 4** Les personnes rapportant l'actualité et l'information à l'échelle nationale et internationale – à la fois depuis l'Inde et de l'extérieur du pays – doivent recevoir une formation de base à la question religieuse, mettant l'accent sur la sensibilisation à la faible représentation des minorités ethniques et religieuses, dont la voix peut être tue ou mal rapportée dans les principaux médias.
- 5** Les plateformes de réseaux sociaux sont appelées à constituer des groupes d'intérêt spécifiques (similaires au conseil de surveillance de Facebook) composés d'experts et de représentants de différents groupes confrontés historiquement à l'exclusion et à la violence en Inde (y compris les groupes religieux minoritaires) et à leur donner les moyens d'améliorer les politiques d'utilisation et les normes de fonctionnement des différentes plateformes.
- 6** Toutes les plateformes de réseaux sociaux sont appelées à améliorer le recrutement et la formation de leurs équipes d'intelligence artificielle en ce qui concerne la sphère indienne des médias sociaux et les normes internationales en matière de Droits de l'Homme. Elles doivent aussi revoir leurs algorithmes pour lutter spécifiquement contre la déshumanisation, la discrimination et l'incitation à la violence contre les groupes religieux minoritaires en Inde et en Asie du Sud.
- 7** La violence contre les minorités religieuses est rendue possible par la mobilisation de foules qui font connaître ouvertement leurs plans et leurs intentions sur les plateformes et les applications multiplateformes où le contenu est visible et accessible au grand public. Toutes les entreprises qui détiennent des réseaux sociaux doivent immédiatement retirer le contenu qui correspond à un appel à la haine religieuse au sens de l'article 20 du PIDCP et suspendre le compte des utilisateurs incriminés pour prévenir le passage à l'acte d'autres utilisateurs, réseaux et groupes.
- 8** Bien qu'il existe des défis importants à relever au niveau des messageries cryptées (sur WhatsApp et Telegram notamment), nous recommandons que les plateformes de réseaux sociaux commencent par agir de toute urgence sur les discours non cryptés qui sont accessibles au public sur leurs plateformes et qui violent l'article 20 du PIDCP : c'est le cas de Facebook, Instagram, YouTube, TikTok et ShareChat. Dans de nombreux cas, les utilisateurs qui font circuler des discours de haine sur les applications de messagerie cryptées ont également des comptes associés sur Facebook, Twitter, Instagram, etc., où un discours similaire est publié. Dans de tels cas, ces utilisateurs doivent être avertis et/ou suspendus pour violations répétées des règles d'utilisation.

<sup>6</sup> Voir : <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/ccpr.aspx>



**Portes Ouvertes**  
Au service des **chrétiens** persécutés

[portesouvertes.com](http://portesouvertes.com)



[#StandForTruthIndia](https://www.instagram.com/portesouvertes)